



## Communiqué de presse

# Hausse du prix des carburants : les agent.es publics ne doivent pas subir

---

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, et le ministre de l'Action et des comptes publics, David Amiel, ont annoncé de nouvelles mesures qui sont censées aider les travailleuses et travailleurs à faire face à la hausse des prix du carburant.

La seule mesure qui concerne les agent.es publics est l'augmentation provisoire de 3,2% des indemnités kilométriques pour celles et ceux qui sont contraint.es d'utiliser leur véhicule pour assurer leurs missions. L'Etat va donc améliorer le remboursement des trajets effectués par les agent.es pendant leur temps de travail, en tenant compte de l'augmentation du prix du carburant ... C'est bien la moindre des choses que ce ne soient pas les agent.es qui paient le surcoût lié au fait que leur employeur leur demande d'utiliser leur véhicule pour assurer leur mission...

Aucune mesure en revanche pour celles et ceux qui ont besoin de leur véhicule personnel pour aller travailler. Selon une étude de la DGAFP, 69% des agent.es publics effectuent en voiture les trajets domicile-travail. Ces personnels, qui assurent les services publics au quotidien, subissent de plein fouet les effets de la hausse des prix. Par exemple, avec le prix actuel de l'essence, une AESH qui travaille dans une école, un collège ou un lycée à 20 kms de son domicile et qui n'a d'autre choix que d'utiliser sa voiture pour se rendre sur son lieu de travail consacre environ 100 euros par mois à ses dépenses de carburant, ce qui représente près de 10% de ses revenus...

Il est inacceptable qu'aucune mesure véritable ne soit prise pour aider les agent.es publics à supporter la hausse du prix des carburants. Et « en même temps », le gouvernement refuse de mettre pleinement à contribution les grandes entreprises du secteur dont les profits augmentent grâce à une exploitation cynique de la situation internationale et nationale. Il est plus que temps de sortir de la dépendance aux énergies fossiles, qui fragilise les plus bas revenus et menacent les conditions de vie en accentuant le changement climatique.

**Pour la FSU, la priorité doit être l'augmentation des salaires, avec des mesures d'urgence d'augmentation de la valeur du point d'indice et l'ajout de points pour toutes et tous. La réindexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation doit être rapidement mise à l'ordre du jour de l'agenda social de la Fonction publique.**

La FSU amplifie sa campagne d'information et de conviction auprès des personnels pour montrer que ses revendications sont finançables par un autre partage des richesses et pour préparer les mobilisations à venir pour la revalorisation des personnels.

---